

AUTEURS

- × Carlo Sessa, Giorgia Galvin – Institute of Studies for the Integration of Systems – ISINNOVA (Italy)
- × Oriol Biosca, Harold del Castillo, Andreu Ulied – MCRIT (Spain)
- × Herta Tödttling-Schönhofer, Jasmin Haider, Alina Schönhofer – Metis (Austria)
- × Daniel Rauhut, Teemu Makkonen – University of Eastern Finland, UEF (Finland)
- × Maarten Kroesen – TUDelft (Netherlands)

CONTEXT DU RAPPORT

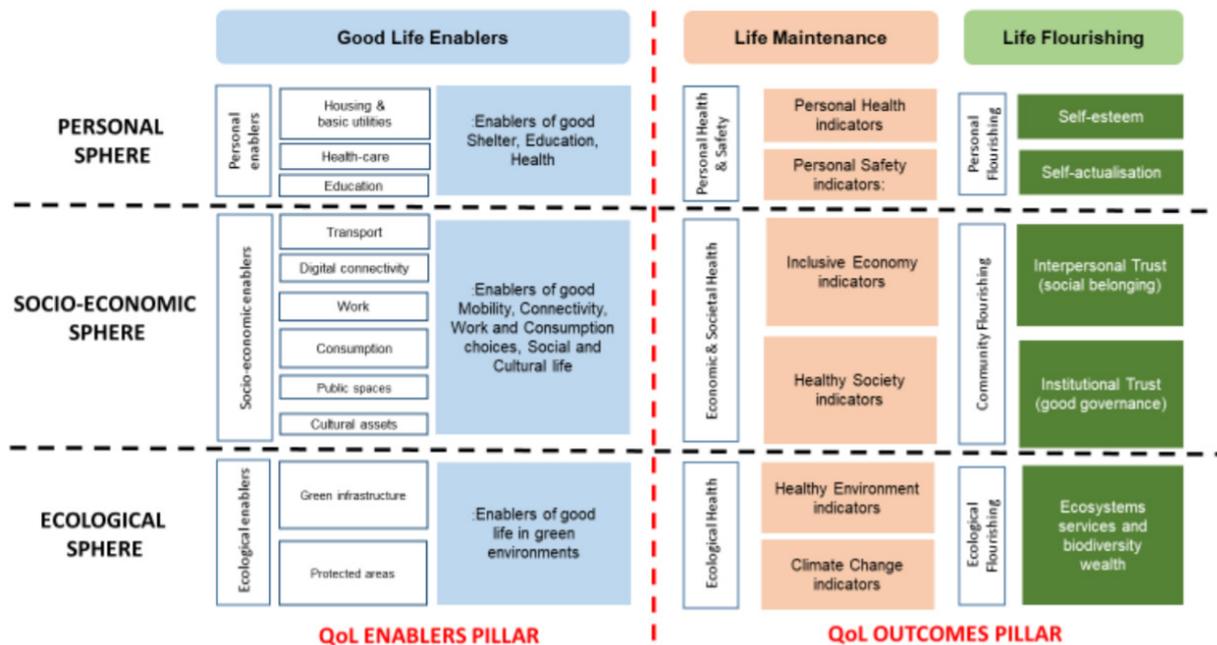
Nous avons été habitués à considérer le niveau de revenu - et le niveau de vie qu’il permet - comme la mesure de notre réussite personnelle et de notre qualité de vie. Avec l’augmentation de la prise de conscience du changement climatique et de la perte de biodiversité, renforcée par la crise sanitaire mondiale, l’équation entre croissance, prospérité et qualité de vie est remise en question. Des mesures alternatives ont été explorées et testées afin de mieux comprendre ce qui compte et ce qui doit être compté.

OBJECTIF

Concevoir une méthode scientifique pour mesurer la qualité de vie territoriale - afin de soutenir la mise en œuvre des politiques - tel était l’objectif du projet de recherche appliquée « QoL ». La qualité de vie “territoriale” est la capacité des êtres vivants à survivre et à s’épanouir dans un contexte territorial. L’étude visait dès lors à produire des données sur les défis, les réalisations et les tendances de développement des régions et des villes européennes en matière de qualité de vie et de fournir des conseils aux décideurs politiques locaux, régionaux et nationaux afin de promouvoir l’intégration de la qualité de vie dans l’élaboration et la mise en œuvre des stratégies de développement territorial.

Le modèle ainsi développé dans l’étude repose sur deux volets : le premier, scientifique, englobe trois sphères - la sphère de la vie personnelle, la sphère socio-économique et la sphère écologique – qui se déploient sur trois dimensions différentes de la qualité de la vie - les facteurs d « bonne vie », d’une vie de qualité (“life maintenance”) et d’épanouissement de vie.

Fig. 1 Le cadre de mesure de la qualité de vie territoriale



Le second est « **procédural** », au niveau de la société et de la politique, en promouvant une approche délibérative engageant les citoyens, les experts et les décideurs politiques à codécider comment la qualité de vie doit être mesurée pour permettre une vie de qualité.

Munis de ces concepts, les chercheurs ont examiné la réalité de la mesure de la qualité de vie territoriale et de l'élaboration des politiques dans **10 études de cas** de contextes territoriaux différents choisis dans différents pays d'Europe : Vienne, Barcelone/Catalogne, Helsinki-Uusima, Nord-Est de l'Islande, Luxembourg, Nova Gorica/Gorizia, Pays de Galles, Pays-Bas, Lettonie, zones intérieures du Lazio/Monti Reatini. Ces cas ont été sélectionnés pour étudier les pratiques actuelles d'intégration des mesures de la qualité de vie dans les stratégies de développement territorial nationales, régionales et locales et pour tester la méthodologie de mesure de la qualité de vie territoriale.

La recherche s'est également consacrée à l'étude de la disponibilité de données à un niveau plus détaillé pouvant être utilisées pour mesurer les différents domaines et sous-domaines du modèle « TQoL » dans toutes les zones NUTS 3 d'Europe, en calculant des indicateurs pour des aspects individuels et des indices composites pour cartographier les différences de qualité de vie.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

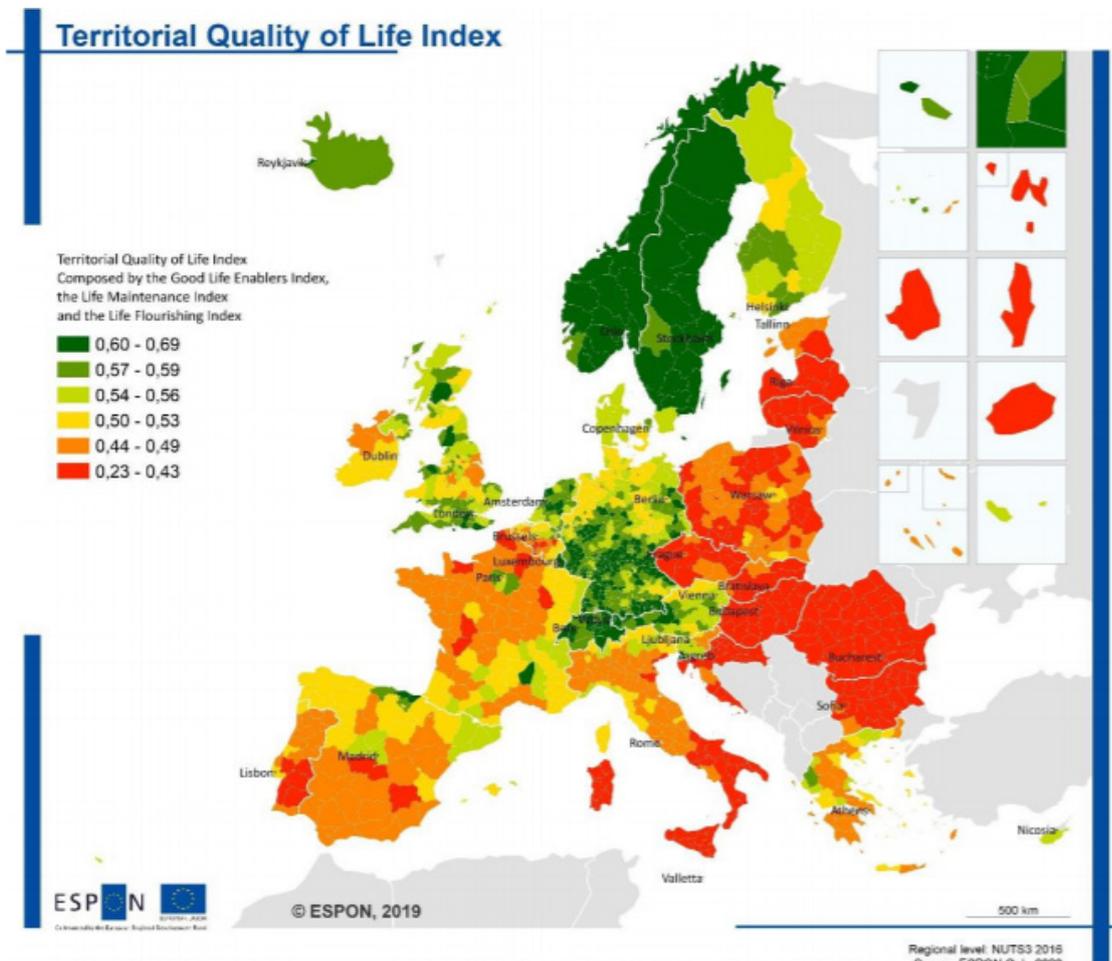
La première partie de l'étude s'intéresse à la méthodologie et aux résultats du tableau de bord créé dans le cadre de l'étude et permettant de mettre en lumière les différences entre régions européennes en matière de qualité de vie, basée sur les trois dimensions explicitées plus haut.

La carte ci-dessous montre les résultats de la méthodologie de l'indice composite TQoL au niveau européen, en affichant l'indice composite TQoL agrégé (les trois dimensions combinées¹ – 'Good

¹ Ces dimensions sont chacune subdivisées en trois domaines (la sphère personnelle, la sphère socio-économique et la sphère écologique), qui sont à leur tour subdivisés en sous-domaines. Chacun de ces sous-domaines représente un indicateur. Par exemple, dans la figure 1, "le maintien de la vie" est une dimension dans le domaine "santé et sécurité personnelle" et le sous-domaine "sécurité personnelle". L'indicateur qui correspond à la "sécurité personnelle" est "sécurité dans les rues". Il y a 22 indicateurs au total. Vous trouverez plus d'informations sur les domaines et les indicateurs dans l'[annexe 2](#).

Life enablers', 'life survival' ("maintenance") et 'life flourishing'). Elle considère ensemble les facteurs de qualité de vie, les conditions qui existent sur le territoire et qui facilitent la qualité de vie, le maintien de la qualité de vie (tel que vécu par les citoyens, en relation avec une vie personnelle saine, une économie saine et un environnement sain) et l'épanouissement de la vie (tel que vécu par les citoyens en relation avec la réalisation des aspirations personnelles, l'épanouissement de la communauté et l'épanouissement écologique).

Fig. 2 Indice composite global de TQoL en Europe



En général, les régions des capitales et les grandes villes affichent de meilleures performances, avec des indices de qualité de vie élevés à Paris et à Bruxelles, par exemple.

Par ailleurs, en ce qui concerne les régions urbanisées d'Europe, les meilleures performances dans les régions métropolitaines se situent dans les pays nordiques, les régions métropolitaines le long de la "Banane bleue" dans des pays tels que le Royaume-Uni ou la Belgique.

Les auteurs constatent toutefois qu'il n'est pas surprenant que la valeur des cartes « pilotes » (à savoir celles présentées comme test dans le rapport) de la qualité de vie élaborées pour comparer les régions NUTS 3 ait été affectée par la gamme limitée et, dans certains cas, la qualité inégale des données statistiques disponibles pour mesurer les 22 sous-domaines (analysés via une série d'indicateurs listés à la p. 15 de l'annexe 2) du modèle. En général, toutes les données relatives à la sphère écologique sont moins matures et de qualité inégale par rapport aux indicateurs socio-économiques fondés sur des pratiques comptables internationales plus traditionnelles et bien établies. L'exercice européen de cartographie de la qualité de vie au niveau NUTS 3 a toutefois été très utile pour montrer le potentiel de la méthode et, en tant que sous-produit, pour mettre en évidence les conséquences des lacunes dans

les données et stimuler les améliorations de la collecte de données afin de rendre les comparaisons de la qualité de vie plus fiables.

Les auteurs suggèrent également **une approche centrée sur le citoyen** qui est l'autre élément clé de la méthodologie de mesure de la qualité de vie qui nécessite davantage d'attention, de développement et de recherche appliquée pour s'imposer comme une pratique démocratique dans toute l'Europe. Elle doit être conçue comme un processus participatif qui engage les citoyens dans le choix d'indicateurs pour guider le lieu où ils vivent (une nation, une ville, une zone rurale) vers une qualité de vie équitable et durable.

Finalement, les conséquences de la crise du Covid19 sur la qualité de vie ont été analysées :

- × Premièrement, la crise a un impact considérable sur tous les aspects de la qualité de vie. Les facteurs qui permettent de mener une vie agréable (premier pilier) se sont révélés particulièrement importants pour surmonter la crise ;
- × Deuxièmement, la crise attire également l'attention du public et des politiques sur la nécessité d'améliorer et de préserver une bonne qualité de vie au niveau territorial.

La seconde partie de l'étude porte sur 10 cas d'étude. L'utilisation effective du concept de qualité de vie dans les politiques territoriales est étroitement liée au contexte et aux processus de gouvernance dans lesquels la qualité de vie est définie et contrôlée. Les auteurs ont constaté à cet égard différents niveaux d'engagements liés à la qualité de vie :

- × Dans certains cas, des dispositions légales prévoient la mise en œuvre de la mesure de la qualité de vie comme base de l'élaboration des politiques ;
- × D'autres études de cas montrent comment la mise en œuvre de mesures et de politiques de qualité de vie peut également découler de tâches de planification et de coordination horizontales, être demandée et soutenue par des décisions politiques ou servir à la mise en œuvre d'autres instruments politiques ;
- × Il existe finalement des cas où la qualité de vie est reconnue comme un concept important, mais qui doit encore être examiné et développé.

Par ailleurs, les études de cas sont très diverses dans leurs approches prenant en compte les citoyens. Très souvent, la consultation se fait au sein d'un groupe plus large de parties prenantes, mais pas via un processus participatif.

Les études de cas montrent finalement qu'il n'existe pas d'approche unique, ni de concept pouvant être appliqué à chaque contexte territorial :

- × Premièrement, l'échelle territoriale a un impact sur la différence de signification du concept et de la mesure de la qualité de la vie : européenne, nationale, régionale, locale, etc. ;
- × Deuxièmement, la dimension territoriale de la qualité de la vie est déterminée par le type de parties prenantes et d'institutions impliquées et l'objectif politique respectif, par les données utilisées ou générées et la possibilité de montrer les différences régionales au sein du territoire, ainsi que par la perception que les gens ont de leurs zones voisines, telles que le quartier, la commune ou la région. La qualité de vie d'une zone particulière représentée sur les cartes dépend donc en partie de la façon dont les habitants de cette zone comparent leur vie à celle des habitants des zones voisines.

CONCLUSIONS POUR LA BELGIQUE

L'étude n'apporte pas de conclusions spécifiques concernant la Belgique ou ses régions (les cas d'étude ne portent pas sur notre pays). La figure 2 permet toutefois de mettre en exergue quelques différences infrarégionales en Belgique par rapport à l'indice composite principal. La carte montre en effet que l'indice est globalement plus mauvais en Wallonie, tout particulièrement dans les arrondissements de Liège, Namur, Charleroi et Thuin alors que les arrondissements du sud de la région se classent mieux. La région de Bruxelles-Capitale dispose quant à elle d'un indice assez bon (vert clair). Pour ce qui concerne la région flamande, on constate des disparités importantes entre les arrondissements de l'est bien classés (particulièrement Tongres et Maaseik) et les arrondissements de l'ouest, moins bien classés, particulièrement Diksmuide, Leper, Gent et Tielt.

Quand on compare la Belgique avec les régions limitrophes, on constate que les arrondissements belges se classent particulièrement mal dans le troisième index « life flourishing », contrairement aux Pays-Bas ou au Luxembourg (l'Allemagne démontrant également des situations plus contrastées ainsi que le nord de la France qui affiche aussi des scores très bas sur cet index). Les disparités nord-sud sont également plus marquées en ce qui concerne l'index « life maintenance » : les arrondissements flamands se classent très bien (même si dans une moindre mesure pour Gand et Anvers), à l'instar du sud de l'Allemagne et de l'Autriche, contrairement à la Wallonie où les arrondissements font beaucoup moins bien (et se rapprochent plus du nord de l'Allemagne, de la France ou encore des Pays-Bas). Les sous-indices permettent ainsi d'offrir une lecture plus nuancée des différences subrégionales intra-belges mais également en comparaison des régions limitrophes. De manière générale, les résultats du tableau de bord peuvent apparaître surprenants et mériteraient des investigations complémentaires, d'un point de vue analytique et d'un point de vue méthodologique, notamment au vu des limites en termes de disponibilité et de qualité des données mises en exergue par les auteurs.

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Les États membres ainsi que les autorités régionales et locales devraient :

- × S'inspirer en permanence des expériences et des bonnes pratiques des autres lorsqu'ils développent et améliorent leur propre système de mesure et de suivi conformément au cadre proposé pour la qualité de vie des citoyens ;
- × Envisager l'effort de mesure de la qualité de vie des citoyens en tandem avec les stratégies et les objectifs de développement afin de garantir une bonne adéquation entre les indicateurs et les objectifs.

L'intégration du cadre de la qualité de vie dans l'évaluation des politiques serait particulièrement pertinente pour piloter et surveiller l'impact des financements européens et nationaux sur l'inégalité de la qualité de vie au niveau régional :

- × Les impacts négatifs potentiels des politiques d'austérité sur la qualité de vie devraient être évalués avant leur mise en œuvre. Ces politiques touchent généralement les facteurs de qualité de vie (par exemple, les soins de santé, l'éducation, les transports, la connectivité numérique et le logement) et leurs effets potentiellement néfastes doivent donc être soigneusement examinés ;
- × Les investissements destinés à faciliter la reprise économique qui sont également liés à des résultats positifs en matière de qualité de vie doivent être prioritaires ;
- × Les analyses au niveau national, NUTS 1 ou même NUTS 2 sont trop agrégées pour identifier les différences territoriales en matière de qualité de vie. L'adoption du cadre « TQoL » à des fins de suivi aux niveaux régional et local permet aux autorités d'éviter (au moins en partie) ces écueils.

Un meilleur équilibre entre les indicateurs subjectifs et objectifs devrait être atteint, les premiers étant sous-représentés dans la pratique actuelle. Le système statistique officiel - l'UE et les agences nationales - doit viser à fournir des informations et des statistiques factuelles, objectives, fiables et comparables au-delà de l'UE, des niveaux nationaux et régionaux NUTS 2.

Une approche centrée sur le citoyen est nécessaire. Cela signifie que les besoins des citoyens sont le point de départ des discussions sur la qualité de vie : faire participer les citoyens à la définition de ce que signifie la qualité de vie pour eux ; impliquer les citoyens dans le travail de développement des systèmes de mesure de la qualité de vie ; utiliser les plateformes existantes de consultation/délibération des citoyens ; l'approche factuelle permettrait aux autorités de faire la distinction entre les idées fausses et les preuves factuelles dans leur mesure de la qualité de vie ; la promotion d'une nouvelle vague de processus délibératifs représentatifs axés sur la sélection et l'utilisation d'indicateurs de qualité de la vie dans toute l'UE.

PROPOSITIONS DE RECHERCHES FUTURES

Les auteurs suggèrent tout d'abord une série d'idées pour la coopération future entre ESPON, EUROSTAT, l'OCDE et l'ONU et proposent d'appeler tous les acteurs concernés à construire ensemble une **infrastructure de comptabilité de la qualité de vie territoriale**. Les nœuds clés de l'infrastructure de comptabilité « TQoL » seraient des laboratoires de mesure de la qualité de vie territoriale, où pourraient être posées les questions suivantes : Que voulons-nous atteindre avec un programme politique ? Pourquoi et dans quelle mesure la qualité de vie territoriale sera-t-elle affectée ? Comment pouvons-nous mesurer les réalisations directes des programmes politiques et les impacts plus larges sur la qualité de vie ? Qui doit être impliqué et comment ?

A ce sujet, les auteurs recommandent de développer une **plateforme européenne** pour soutenir la mesure de la qualité de vie territoriale et la mise en œuvre d'une approche centrée sur le citoyen à travers différents territoires en Europe.

Ensuite, les auteurs proposent également deux directions de recherche pour consolider les fondements théoriques de la mesure de la qualité de vie territoriale :

- × La "matrice des besoins humains", conçue par l'économiste chilien Manfred Max-Neef comme un outil d'aide à la décision ;
- × La vision de Weber de "la durabilité comme processus poétique".